

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2020



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -165,686 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2020 s'élève à -165,686 Md€ contre -130,035 Md€ à fin août 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-35,651 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 26,177 Md€, une baisse des recettes nettes de 6,325 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 3,150 Md€.

Dépenses du budget général *(nettes de R&D) : 257,627 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,734 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,722 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,943 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 3,504 Md€, essentiellement au titre du programme « Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat » (3,150 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,378 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,692 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,841 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,756 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,462 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transport » (1,490 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2020 s'élèvent à 257,627 Md€ contre 231,450 Md€ à fin août 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+26,177 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 23,160 Md€ (montant essentiellement lié aux mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dont la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 19,648 Md€ et le financement d'une aide exceptionnelle de solidarité pour 0,880 Md€,

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,228 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,110 M€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,052 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,770 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,518 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,670 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,891 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,748 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 0,866 Md€, montant réparti sur divers programmes composant la mission.

ainsi qu'à l'augmentation des versements relatifs à la prime d'activité et au RSA pour 1,582 Md€, et des dépenses de fonctionnement pour 4,364 Md€ (essentiellement la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 3,150 Md€).

Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse des charges de la dette de l'Etat pour -2,572 Md€ (baisse prévue en Lois de finances en raison de la diminution du montant des intérêts des OAT).

Recettes du budget général *(nettes de R&D) : 126,379 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 10,272 Md€ ;

► **IR net** : 4,015 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,436 Md€, dont 1,158 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,480 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement la TICFE) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,486 Md€, dont 0,703 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes, et 0,641 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE** : 1,130 Md€ ;

► **Fonds de concours** : 0,824 Md€, essentiellement les fonds de concours ordinaire "Ecologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire" ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 0,684 Md€, essentiellement au titre du solde de la contribution représentative de l'impôt sur les sociétés de la CDC ;

► **IS net** : -0,587 Md€ (montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 1,308 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -0,802 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,261 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-2,038 Md€).



Recettes fiscales *(nettes de R&D) : 152,737 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2020 s'élèvent à 152,737 Md€ contre 163,631 Md€ à fin août 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-10,894 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions de recettes de TVA nette pour 7,040 Md€ (baisse des recettes brutes de 3,221 Md€ et hausse des R&D de 3,819 Md€), d'IR pour 3,136 Md€, de TICPE pour 2,972 Md€, de « Droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes » pour 3,275 Md€ (principalement la TGAP, en raison d'une admission en non-valeur de

0,984 Md€ en 2019, et les droits de mutation à titre gratuit pour 1,046 Md€) et d'« Autres impôts directs et taxes assimilées » pour 1,825 Md€ (principalement au titre des « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes » pour 1,430 Md€).

Ces baisses sont partiellement compensées par une augmentation des recettes d'IS net de 8,543 Md€ (hausse des recettes brutes de 3,722 Md€ et baisse des R&D de 4,821 Md€).

Recettes non fiscales : 9,787 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2020 s'élèvent à 9,787 Md€ contre 8,331 Md€ à fin août 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,456 Md€) s'explique principalement par une hausse des « Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite » pour 2,124 Md€ (essentiellement au titre de l'encaissement de

l'amende de 2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE dans le cadre de la convention judiciaire d'intérêt public du 07 février 2020).

Cette hausse est partiellement compensée par une diminution des dividendes et recettes assimilées pour 0,562 Md€ (notamment en raison de moindres versements suite à la crise sanitaire).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -41,695 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2020 s'élèvent à -41,695 Md€ contre -42,313 Md€ à fin août 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,618 Md€) s'explique

essentiellement par une baisse des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit de l'UE à hauteur de 1,142 Md€ (suite à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget de l'UE).

Fonds de concours : 5,551 Md€

Les fonds de concours à fin août 2020 s'élèvent à 5,551 Md€ contre 3,054 Md€ à fin août 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,497 Md€) s'explique

essentiellement par le financement du Plan d'urgence face à la crise sanitaire et du Plan d'investissement dans les compétences.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -34,438 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,012 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,740 Md€ (essentiellement au titre des mensualisations de TF et de TH) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des recettes pour 3,151 Md€ (abondement par le BG) ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,500 Md€ (essentiellement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 0,500 Md€ (essentiellement au titre d'un reversement de TICPE).

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2020 s'élève à -34,438 Md€ contre -31,288 Md€ à fin août 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,150 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 4,030 Md€ (principalement en raison d'une baisse de 3,044 Md€ du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » liée à des recettes de TH, de CFE/IFER

et à un remboursement d'avances de TICPE revenant aux départements plus faibles qu'en 2019) et une augmentation de 1,080 Md€ du solde des comptes d'affectation spéciale (essentiellement une hausse de 2,020 Md€ du solde du compte « Participations financières de l'Etat » lié essentiellement à un abondement par le BG afin de soutenir la société Air France-KLM et la filière aéronautique fragilisée par la crise sanitaire).

Dettes financières de l'Etat au 31 août : 2 035,268 Md€

La dette financière est en augmentation de 205,669 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

pour 112,053 Md€, les BTF pour 68,975 Md€ et les dettes financières pour 24,641 Md€ (reprise de la dette SNCF intervenue en janvier pour 25,000 Md€).

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2020	2019 retraité		2019 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-14 650	-165 686	-130 035	-123 142	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	25 960	257 627	231 450	230 642	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	14 763	126 379	132 704	138 353	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	4 015	36 083	39 219	39 219	
- IS *	-587	15 229	6 686	6 686	
- TVA	10 272	73 613	80 653	86 819	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 452	-34 438	-31 288	-30 854	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-453	145 431			16
Dettes financières de l'Etat	11 891	2 035 268			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Dépenses de personnel	10 943	88 666	87 854	87 882
Dépenses de fonctionnement	5 780	42 477	38 113	38 108
Charges de la dette de l'Etat	110	23 707	26 279	26 279
Dépenses d'investissement	840	9 680	9 529	9 283
Dépenses d'intervention	8 213	90 863	67 703	67 018
Dépenses d'opérations financières	74	1 239	979	1 080
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	25 960	257 627	231 450	230 642
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	17 028	152 737	163 631	169 228
Recettes non fiscales	974	9 787	8 331	8 399
Prélèvements sur recettes	-4 063	-41 695	-42 313	-42 328
Fonds de concours	824	5 551	3 054	3 054
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	14 763	126 379	132 704	138 353
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	18 826	168 075	175 016	180 681
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-11 198	-131 247	-98 747	-92 289
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	2 796	4 083	3 003	3 437
Solde des comptes de concours financiers	-6 543	-39 229	-35 199	-35 199
Solde des comptes de commerce	263	682	805	805
Solde des comptes d'opérations monétaires	-91	912	69	69
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 452	-34 438	-31 288	-30 854
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-14 650	-165 686	-130 035	-123 142



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2020	2019 retraité	2019 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 943	88 666	87 854	87 882
Rémunérations d'activité	6 370	50 881	50 570	50 570
Cotisations et contributions sociales	4 521	37 297	36 802	36 831
Prestations sociales et allocations diverses	51	488	482	481
AUTRES TITRES	15 017	168 961	143 596	142 760
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 780	42 477	38 113	38 108
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 949	20 186	15 816	15 710
Subventions pour charges de service public	832	22 291	22 297	22 398
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	110	23 707	26 279	26 279
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	110	23 707	26 279	26 279
Titre 5 - Dépenses d'investissement	840	9 680	9 529	9 283
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	691	7 322	7 231	7 058
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	149	2 358	2 299	2 226
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 213	90 863	67 703	67 018
Transferts aux ménages	4 200	38 510	37 472	36 455
Transferts aux entreprises	1 948	30 855	10 215	10 626
Transferts aux collectivités territoriales	528	5 909	5 487	5 476
Transferts aux autres collectivités	1 537	15 571	14 498	14 430
Appels en garantie	0	19	31	31
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	74	1 239	979	1 080
Prêts et avances	10	251	80	180
Dotations en fonds propres	64	392	332	333
Dépenses de participations financières	0	595	567	567
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	25 960	257 627	231 450	230 642



	Mois d'août		Cumul à fin août 2020		Cumul à fin août 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	27	5	90	40	19
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	16	3	50	11	3
Fonds pour la transformation de l'action publique	10	2	36	26	14
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	0	0	4	4	2
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	329	187	2 185	1 729	1 758
Action de la France en Europe et dans le monde	295	75	1 269	961	996
Diplomatie culturelle et d'influence	13	91	650	518	504
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	21	266	250	257
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	1
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	277	291	2 506	2 440	2 165
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	177	178	1 403	1 365	1 134
Vie politique, culturelle et associative	7	7	149	149	103
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	93	106	954	927	928
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	132	178	1 797	1 516	1 684
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	18	59	1 040	784	954
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	65	69	366	348	337
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	50	390	385	393
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	66	67	5 548	2 254	2 060
Aide économique et financière au développement	31	13	3 561	795	675
Solidarité à l'égard des pays en développement	36	54	1 987	1 459	1 385
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	3	9	1 677	1 620	1 740
Liens entre la Nation et son armée	-1	1	18	13	20
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	7	1 572	1 521	1 644
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	86	86	76
COHESION DES TERRITOIRES	198	1 770	14 137	11 781	12 667
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	136	149	1 402	1 292	1 216
Aide à l'accès au logement	3	1 518	11 973	9 758	10 732
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	18	43	263	258	283
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	9	15	101	135	127
Interventions territoriales de l'Etat	0	3	46	24	33
Politique de la ville	32	43	352	314	276
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	52	52	487	453	449
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	35	35	298	271	264
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	149	141	143
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	136	212	2 250	1 854	1 729
Patrimoines	50	67	740	563	529
Création	13	65	729	606	535
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	74	80	781	685	666
DEFENSE	3 868	3 378	29 828	32 677	31 443
Environnement et prospective de la politique de défense	60	89	1 113	1 082	1 006
Préparation et emploi des forces	1 557	841	8 946	6 969	6 725
Soutien de la politique de la défense	1 682	1 692	14 891	14 748	14 435
Equipement des forces	569	756	4 879	9 877	9 277
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	38	47	488	453	780
Coordination du travail gouvernemental	34	42	421	387	390
Protection des droits et libertés	5	5	67	66	65
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	325



	Mois d'août		Cumul à fin août 2020		Cumul à fin août 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 721	2 462	13 416	11 208	10 032
Infrastructures et services de transports	1 238	1 490	4 873	4 144	3 484
Affaires maritimes	4	6	120	106	99
Paysages, eau et biodiversité	7	7	141	128	97
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	3	2	447	447	375
Prévention des risques	8	174	691	574	566
Energie, climat et après-mines	229	336	2 549	1 926	1 762
Service public de l'énergie	0	201	2 482	1 782	1 648
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	214	226	2 008	1 996	2 002
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽¹⁾	19	19	106	106	0
ECONOMIE	97	158	1 846	1 899	1 220
Développement des entreprises et régulations	50	108	1 213	1 152	570
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	120	0
Statistiques et études économiques	34	36	298	292	303
Stratégie économique et fiscale	13	13	335	335	347
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	91	91	23 656	23 736	26 437
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	91	91	23 601	23 601	26 279
Appels en garantie de l'Etat	0	0	19	19	31
Epargne	0	0	36	36	46
Dotations du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 676	5 734	49 838	49 709	48 967
Enseignement scolaire public du premier degré	1 942	1 943	15 356	15 355	14 995
Enseignement scolaire public du second degré	2 721	2 722	22 332	22 327	22 202
Vie de l'élève	237	240	4 380	4 348	4 076
Enseignement privé du premier et du second degrés	542	558	5 359	5 347	5 334
Soutien de la politique de l'éducation nationale	154	180	1 447	1 374	1 425
Enseignement technique agricole	80	90	964	959	935
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	789	803	6 888	6 676	6 830
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	602	609	5 069	4 950	5 090
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	61	61	621	586	598
Facilitation et sécurisation des échanges	120	120	1 034	1 015	1 005
Fonction publique	6	13	164	126	138
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	120	94	1 283	1 103	1 074
Immigration et asile	99	75	1 045	887	846
Intégration et accès à la nationalité française	22	18	239	216	229
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	270	20	232	1 522	840
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	20	82	317	173
Valorisation de la recherche	0	0	0	550	403
Accélération de la modernisation des entreprises	270	0	150	655	264
JUSTICE	683	778	6 249	5 882	5 905
Justice judiciaire	261	294	2 658	2 307	2 285
Administration pénitentiaire	279	330	2 281	2 422	2 339
Protection judiciaire de la jeunesse	64	69	612	550	541
Accès au droit et à la justice	44	42	331	328	462
Conduite et pilotage de la politique de la justice	33	43	363	273	275
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	59	59	590	494	382
Presse et médias	15	20	275	266	189
Livre et industries culturelles	43	39	315	228	192
OUTRE-MER	110	54	1 778	1 455	1 614
Emploi outre-mer	18	22	1 411	1 182	1 372
Conditions de vie outre-mer	92	32	366	273	242



	Mois d'août		Cumul à fin août 2020		Cumul à fin août 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.					
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽⁴⁾	4 504	3 504	23 798	22 798	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel ⁽⁴⁾	1 057	57	14 772	13 772	0
Fonds de solidarité pour les entreprises ⁽⁴⁾	298	298	5 877	5 876	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat ⁽⁵⁾	3 150	3 150	3 150	3 150	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire ⁽⁶⁾	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	993
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	143	476	26 892	21 436	21 389
Formations supérieures et recherche universitaire	67	61	13 252	11 317	11 197
Vie étudiante	1	70	2 332	1 825	1 657
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	17	224	6 802	4 615	4 891
Recherche spatiale	0	18	1 938	1 435	1 496
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	9	14	1 441	1 291	1 224
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	26	21	622	581	536
Recherche duale (civile et militaire)	0	43	149	95	116
Recherche culturelle et culture scientifique	1	2	104	37	38
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	23	252	240	234
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	510	5 666	4 572	4 542
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	340	3 795	3 052	2 983
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	754	617	557
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	102	1 117	903	1 002
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	153	174	2 685	2 533	2 429
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	154	170	2 565	2 386	2 256
Concours spécifiques et administration	-1	4	120	147	173
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 436	10 444	98 137	98 123	92 616
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	10 073	10 081	94 931	94 918	89 310
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	362	363	3 205	3 205	3 307
SANTE	9	61	1 495	1 231	884
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	9	61	613	512	102
Protection maladie	0	0	882	720	782
SECURITES	1 716	1 670	13 771	13 396	13 335
Police nationale	897	891	7 093	7 113	7 015
Gendarmerie nationale	788	748	6 375	5 931	5 981
Sécurité et éducation routières	2	2	22	17	18
Sécurité civile	28	29	282	334	322
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	90	2 228	26 281	20 037	18 012
Inclusion sociale et protection des personnes	31	1 052	12 713	10 075	7 794
Handicap et dépendance	0	1 110	12 463	9 012	9 190
Egalité entre les femmes et les hommes	1	2	23	22	18
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	57	64	1 082	928	1 010
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	22	24	1 230	770	780
Sport	12	12	341	285	295
Jeunesse et vie associative	10	11	581	441	442
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	307	44	43
TRAVAIL ET EMPLOI	876	866	10 560	9 355	9 291
Accès et retour à l'emploi	399	412	4 444	3 945	4 394
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	419	394	5 621	4 905	4 397
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	2	40	63	61
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	56	57	455	441	438
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	32 691	36 404	378 278	355 750	324 067
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	22 255	25 960	280 141	257 627	231 450

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2020

⁽³⁾ Suppression en LFI 2020

⁽⁴⁾ Création en LFR du 23/03/2020

⁽⁵⁾ Création en LFR du 25/04/2020

⁽⁶⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 520	56 111	53 826	53 826
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	150	1 203	1 379	1 379
Impôt sur les sociétés (C)	734	38 768	34 970	34 970
Impôt sur les sociétés	721	37 927	34 205	34 205
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	14	841	765	765
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 486	8 925	10 750	10 750
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	82	560	745	745
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	703	2 684	4 114	4 114
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	22	397	455	455
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	149	145	145
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	14	14
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	8	23	23
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	82	24	24
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	50	77	77
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	3	188	191	191
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	641	4 322	4 580	4 580
Taxe sur les services numériques	0	83	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Recettes diverses	27	399	379	379
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 130	5 402	8 374	7 800
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 016	118 225	121 446	127 613
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 436	22 227	25 502	25 505
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	32	274	351	351
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	9	127	124	124
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	15	10	10



	Mois		Cumul à fin août		
	unité : million d'€.	Août	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		158	1 442	1 859	1 859
Mutations à titre gratuit par décès		1 000	7 166	7 795	7 795
Contribution de sécurité immobilière		55	469	515	515
Autres conventions et actes civils		38	234	293	293
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		48	325	367	367
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		15	197	165	135
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		5	58	117	117
Timbre unique		7	105	230	230
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾		58	376	0	0
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		480	7 097	7 711	7 711
Autres droits et recettes accessoires		0	3	4	4
Amendes et confiscations		2	19	34	34
Taxe générale sur les activités polluantes		14	330	1 532	1 532
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		3	27	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		7	104	169	169
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	10	34	34
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	34	35	35
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	21	23	23
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	574	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		1	25	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		194	1 171	1 434	1 434
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		77	266	522	522
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		27	144	274	274
Prélèvement sur les paris sportifs		62	313	358	358
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		8	68	43	43
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		61	956	666	666
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0
Autres taxes		70	276	238	271
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		27 472	250 860	256 248	261 844
TOTAL GENERAL (net de R&D)		17 028	152 737	163 631	169 228

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	684	4 329	4 891	4 891
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	3 395	3 531	3 531
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	665	751	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	19	182	1 343	1 343
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	17	17
Produits du domaine de l'Etat (B)	19	857	437	505
Revenus du domaine public non militaire	14	126	107	107
Autres revenus du domaine public	0	2	3	3
Revenus du domaine privé	2	200	219	219
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	149	104	104
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	68
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	380	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	4	4
Produits de la vente de biens et services (C)	125	801	898	898
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	201	221	221
Autres frais d'assiette et de recouvrement	74	576	612	612
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	4	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	16	19	59	59
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	62	191	265	265
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	29	44	44
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	24	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	3	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	1	46	31	31
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	58	80	121	121
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	3	57	57



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	41	2 874	750	750
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	295	208	208
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	61	115	115
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	3	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	36	2 457	360	360
Frais de poursuite	1	5	8	8
Frais de justice et d'instance	1	5	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2
Divers (F)	43	735	1 089	1 089
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	191	202	202
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	3	51	141	141
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	3	5	5
Récupération d'indus	1	8	110	110
Recouvrements après admission en non-valeur	8	67	80	80
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	19	19	19
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	19	21	21
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	214	239	239
Produits divers	2	16	21	21
Autres produits divers	6	136	199	199
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	974	9 787	8 331	8 399



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 261	-26 852	-26 326	-26 341
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 038	-18 712	-18 767	-18 833
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-4	-4
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-9	-17	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-298	-2 500	-2 225	-2 225
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-340	-1 849	-1 636	-1 636
Dotations élu local	-77	-77	10	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-52	-313	-312	-312
Dotations régionale d'équipement scolaire	-143	-568	-574	-574
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-241	-1 965	-2 012	-2 012
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-56	-321	-343	-343
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	-98	-71	-71
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-243	-237	-237
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	-91	-91
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	-122	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-8	-60	-60	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-802	-14 844	-15 986	-15 986
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 063	-41 695	-42 313	-42 328
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	806	5 371	2 845	2 845
Fonds de concours - coopération internationale	18	180	209	209
TOTAL FONDS DE CONCOURS	824	5 551	3 054	3 054

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€.								
Comptes d'affectation spéciale	5 703	8 499	46 975	46 664	51 058	50 101	4 083	3 437
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	233	0	341	0	108
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	406	141	559	625	748	1 051	189	426
Développement agricole et rural	18	10	83	75	126	129	43	54
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	5	31	151	213	249	253	97	40
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	1 385	0	1 711	0	327
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	29	15	268	192	172	633	-96	442
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	212	84	117	84	-95
Participations financières de l'Etat	22	3 151	3 022	557	4 878	394	1 857	-163
Pensions	4 722	4 650	38 858	38 582	40 153	40 044	1 294	1 462
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	1	88	71	117	70	29
Transition énergétique	500	500	4 033	4 502	4 578	5 311	545	808
Comptes de concours financiers	9 420	2 877	76 217	75 306	36 988	40 107	-39 229	-35 199
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	22	2 006	1 541	1 183	933	-823	-608
Avances à l'audiovisuel public	316	115	2 526	2 573	1 100	1 380	-1 426	-1 193
Avances aux collectivités territoriales	9 012	2 740	70 842	70 870	34 510	37 580	-36 333	-33 289
Prêts à des Etats étrangers	22	0	420	113	181	214	-239	101
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	71	0	423	209	16	1	-408	-208
Comptes de commerce	281	544	26 829	29 344	27 511	30 149	682	805
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	38	0	346	492	555	582	209	91
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	11	13	104	111	107	112	2	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	980	671	980	671	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	29	184	261	281	434	406	173	124
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	196	277	24 897	27 497	24 979	27 566	82	69
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	2	0	3	1	10	1	7	0
Opérations commerciales des domaines	2	10	27	32	50	55	23	23
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	1	13	17	13	13	-1	-4
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	0	57	197	240	383	743	186	502
Comptes d'opérations monétaires	203	112	1 473	1 409	2 385	1 477	912	69
Emission des monnaies métalliques	1	33	67	77	87	177	21	100
Opérations avec le Fonds Monétaire International	202	79	1 404	1 330	2 290	1 296	886	-34
Pertes et bénéfices de change	0	0	3	2	8	4	5	2
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 607	12 031	151 494	152 722	117 942	121 835	-33 552	-30 887
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 404	11 952	150 090	151 392	115 652	120 539	-34 438	-30 854

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2020	
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	302	-26	276	
		Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10	
		La Poste	0	0	0	
		Divers organismes à caractère financier	298	191	489	
		Total organismes à caractère financier	610	165	775	
		CEPL	Régions	3 177	2 372	5 549
			Départements	7 387	-89	7 298
			Communes	25 264	770	26 034
			HLM	237	-60	177
			Autres	25 492	801	26 293
		Total CEPL	61 558	3 793	65 351	
		Etablissements publics de santé	5 578	1 523	7 101	
		Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	4 001	20 579
			Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	5 178	11 465
			Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	2 538	6 348
			Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	201	1 691
		Total établissements publics nationaux	28 165	11 918	40 083	
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 455	-1 052	14 404	
		Union européenne	3 281	-1 824	1 458	
		Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	70	-3	67
			GIP	841	303	1 144
			EPLE	2 522	726	3 248
		Autres correspondants	10 275	1 495	11 770	
		Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
		Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	-46	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 755	2 475	16 230		
	Total Dépôts de fonds du Trésor	128 402	16 999	145 401		
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		21	10	31	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0	
	Total Comptes à terme		21	10	31	
Total Passif (A)			128 422	17 009	145 432	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0	
Total Actif (B)			1	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			128 422	17 009	145 431	



	unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2020
Titres négociables (A)		1 822 823	181 028	2 003 852
Titres négociables à moyen et long terme		1 715 890	112 053	1 827 944
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)		1 715 890	112 053	1 827 944
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>		1 489 494	122 130	1 611 624
- <i>taux variable</i>		200 264	-4 691	195 573
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)		0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>		0	0	0
- <i>taux variable</i>		0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme		0	0	0
Titres négociables à court terme		106 933	68 975	175 908
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)		106 933	68 975	175 908
Autres titres négociables à court terme		0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)		0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)		6 776	24 641	31 417
TOTAL (A+B+C)		1 829 600	205 669	2 035 268



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

NB : La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.